LES ENJEUX

CASINO & CLUB DE JEUX | JEUX

Soulac : relancer un casino, ou repenser un modèle sous contrainte

Vincent Reynaert
Publié le 3 avril 2026 . Lecture estimée : 3 min

Fermé en urgence à l'été 2025, le casino de Soulac-sur-Mer s'apprête à rouvrir sous un nouveau modèle. Entre exigences réglementaires renforcées et ambitions de relance territoriale, la future DSP cristallise un enjeu clé : prouver qu'un petit établissement peut encore trouver sa place dans le paysage français.

La fermeture du casino municipal de Soulac-sur-Mer, actée le 31 juillet 2025, s'inscrit dans un cadre juridique clair. Le ministère de l'Intérieur, suivant l'avis de la commission consultative des établissements de jeux, a sanctionné des manquements répétés en matière de conformité. Lutte contre le blanchiment, formation des équipes, prévention de l'addiction : autant de piliers devenus non négociables.

Mais au fond, ce dossier dit autre chose. Il rappelle que la conformité n'est plus un simple sujet de mise à niveau. Elle est devenue une condition structurelle de survie. Et pour les petits établissements, l'équation est de plus en plus difficile à tenir.

Un modèle économique sous pression

Avec un Produit Brut des Jux autour de 1,2 million d'euros sur l'exercice 2023-2024, en baisse significative, le casino de Soulac faisait déjà partie des structures les plus fragiles du parc français. Une taille critique limitée, une forte dépendance à la saison estivale, et peu de marges pour absorber les coûts fixes, notamment réglementaires.

Dans ce contexte, la période probatoire de six mois accordée à l'ancien exploitant n'a pas suffi. La liquidation qui a suivi marque la fin d'un cycle de près de vingt ans d'exploitation, mais aussi celle d'un modèle devenu difficilement soutenable sans transformation profonde.

Une DSP pensée comme un levier de relance

La réponse de la municipalité est rapide et structurée : changement d'opérateur, nouvelle mise en concurrence, et surtout projection sur une délégation de service public de quinze ans. L'objectif est clair. Il ne s'agit pas seulement de rouvrir, mais de repositionner l'établissement.

Le futur délégataire devra jouer sur deux tableaux. D'un côté, garantir une conformité irréprochable dans un environnement réglementaire de plus en plus exigeant. De l'autre, recréer de la valeur autour du site : modernisation du parc de machines, offre de restauration, animation, et intégration plus forte dans l'écosystème touristique local.

Dans le cas de Soulac, la DSP devient un outil de sécurisation autant qu'un levier stratégique.

Un enjeu social et territorial bien réel

Derrière les chiffres, il y a aussi une réalité humaine. Entre dix et treize salariés ont été directement impactés par la

fermeture. Leur reprise fait partie des discussions avec les candidats, signe que la dimension sociale reste intégrée à la relance.

Pour Soulac-sur-Mer, l'enjeu dépasse largement le casino. Il touche à l'attractivité de la station, à sa capacité à proposer une offre de loisirs complète, et à maintenir une activité économique hors des seuls pics estivaux.

La réouverture annoncée pour l'été 2026 sera donc plus qu'un redémarrage. Ce sera un test. Celui de la capacité d'un petit casino à se réinventer dans un cadre où la régulation, loin d'être un frein ponctuel, redessine durablement les règles du jeu.